

RWANDA

Goma submergée par les cadavres

Alors que le choléra et la dysenterie font des ravages dans les camps, l'élimination des corps devient un problème majeur. Pour éviter la propagation de l'épidémie en ville, le HCR envisage d'évacuer les derniers réfugiés rwandais.

Goma, envoyé spécial

La catastrophe humanitaire est toujours en mouvement dans la région de Goma, au Zaïre. Des centaines de milliers de réfugiés rwandais ont quitté la ville, poussés vers les camps installés au nord et à l'ouest. Mais la situation reste toujours hors de tout contrôle. Mouvante, comme le ballet des camions chargés du ramassage des cadavres qui relèvent chaque jour des milliers de corps abandonnés le long des routes. Dans la seule ville de Goma, où l'armée française se charge de la besogne avec l'aide de personnel local appointé, ce sont 1 200 morts qui ont été enlevés dans la journée de jeudi. Au point que se pose le problème crucial de l'élimination des corps. La fosse creusée par les militaires français au cimetière nord de la ville est bientôt pleine.

A Kibumba, l'un des camps au nord de Goma, les ramasseurs ont entassé les corps dans une zone prévue pour les ensevelir. Mais les engins de chantier sont incapables de creuser le sol de roche volcanique. Résultat, un monceau de cadavres décomposés, qu'il est devenu impossible de déplacer sans les transformer en bouillie pestilentielle. Et l'odeur est devenue si insupportable que les employés menacent de cesser leur travail. L'une des seules façons d'en venir à bout, envisagée un moment, le napalm, n'a pas été retenue. Irréaliste. Les responsables ont préféré déverser des tonnes de chaux, en attendant d'avoir une autre idée. Le Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR) imagine actuellement de faire construire d'immenses cuves de béton pour y enfermer les milliers de corps à venir.

Mouvement continu de ces milliers d'hommes, de femmes et d'enfants, qui marchent sur la route du Nord à la recherche d'un bidon d'eau. Les camps dépourvus de point d'eau les jettent ainsi chaque jour sur le bitume, certains parcourant plus de 20 kilomètres pour quelques litres. Ineffaçables, les ravages du choléra qui continue de sévir sans que personne puisse faire d'évaluation exacte. D'autant que la dysenterie a fait son apparition sous la forme d'une bactérie résistante, la shigellose. «Impossible de faire un recensement fiable», explique Alice Brodel, coordinatrice médicale de Médecins sans frontières. Nous ne disposons que du nombre de personnes qui décèdent dans nos structures de traitement. Et ce n'est pas forcément représentatif.

Ainsi, hier, devant l'un des centres anticholéra, les médecins se faisaient déposer les 9 cadavres de l'après-midi. Le matin, il y en avait plus de 80 au même endroit. «Et plus on s'éloigne du bord de la route, plus on en trouve. Il y en a partout, et certains sont complètement décomposés», souligne Alice Brodel. Selon une très grossière estimation, sur l'ensemble des victimes, 20% sont décédées du choléra, 20% de la dysenterie et 60% de la faim et de la soif. La population zaïroise de Goma est également touchée par le choléra avec plus de 2 000 cas recensés. Pour limiter l'extension de l'épidémie en ville, le HCR envisage d'évacuer les derniers dix milliers de réfugiés encore dispersés le long des routes.



Distribution d'eau au camp de Kibumba, hier. Les réfugiés font parfois des kilomètres pour en trouver quelques litres.

Enfin, selon MSF, le choléra serait aussi en marche au Rwanda, au rythme des premiers retours des réfugiés. Le HCR estime que 60 000 d'entre eux ont passé la frontière ces derniers jours. Galopante, l'inflation qui touche tous les secteurs dans la région. L'arrivée de centaines de représentants des organisations humanitaires, ainsi qu'une nuée de journalistes, a une traduction simple. La bière est passée de 650 à 2 500 nouveaux zaïres, (650 NZ = 1 dollar US) et l'assiette de haricots de 150 à 500NZ. Le carburant, les loyers, la location de véhicule flambent.

«Le business tourne à fond, reconnaît un commerçant pakistanais, tout le monde travaille et on ne peut même pas faire face à la demande.» Plus un seul camion n'est à louer à Goma, retenus pour les besoins des organisations humanitaires. MSF doit même aller louer ses citernes en Ouganda. Inconnu, enfin, le nombre de morts qu'il faudra compter lorsque la tragédie aura pris fin. Guy BENHAMOU

Bill Clinton n'a toujours pas décidé si une partie des troupes américaines de l'opération «Support Hope» se déploiera ou non à l'intérieur du Rwanda. «Il n'y aura pas de dérapage dans cette mission», a-t-il assuré vendredi en se référant implicitement à la Somalie. La Maison Blanche attend pour se prononcer le résultat de la mission d'évaluation du secrétaire à la Défense, William Perry. En revanche, le Président a annoncé une aide supplémentaire de 320 millions de dollars (1,7 milliard de francs) en faveur des réfugiés rwandais.

Balladur précise le retrait français du Rwanda

Le Premier ministre a affirmé, vendredi à Abidjan, que les soldats français seraient rapatriés avant la fin août et relevés par des Africains et des Casques bleus.

Abidjan, envoyé spécial

En chemin pour le Rwanda, Edouard Balladur précise les conditions du retour. Vendredi en Côte-d'Ivoire, seconde étape de son périple africain qui se poursuit samedi au Gabon, le Premier ministre a clarifié l'échéancier du retrait français du Rwanda: un premier contingent de 300 hommes, dont 180 sont arrivés en France dès vendredi soir, sera rapatrié avant la fin du mois. Sur le terrain, ces soldats seront remplacés par des troupes africaines, au nombre de 500 à présent. Puis, la «zone humanitaire sûre», instaurée par la France dans le sud-ouest du Rwanda, sera progressivement remise aux Casques bleus de l'ONU. Enfin, depuis le Zaïre et, notamment, depuis la plaque tournante qu'est l'aéroport de Goma, «l'appui logistique de la France à l'aide humanitaire au Rwanda pour se poursuivre au-delà de la date butoir du 22 août, inscrite dans la résolution des Nations unies ayant autorisé l'opération Turquoise».

Face à la demande de l'ONU de rester, la réponse du chef du gouvernement français, qui, avant son départ mercredi, s'est concerté avec François Mitterrand, est donc millimétrée: l'action de la France pourra se poursuivre, en appui depuis le Zaïre, mais Paris tient à évacuer le Rwanda à la date fixée. Pour

Edouard Balladur, il s'agit de respecter les engagements pris (l'amorce du retrait fin juillet, son achèvement avant le 22 août) tout en maintenant la pression sur l'ONU. Vendredi, le Premier ministre a indiqué qu'avant la semaine prochaine un millier de Casques bleus seraient au Rwanda et que d'autres contingents de relève étaient «en cours d'être équipés». Même s'il laisse une petite porte ouverte à l'extension du mandat français parce qu'il ne veut prendre «aucune décision qui fragiliserait la situation et entraînerait des risques pour la population», Edouard Balladur, en réaffirmant l'échéance du 22 août, met l'ONU devant ses responsabilités.

Vendredi, en Côte-d'Ivoire, le Premier ministre a surtout évoqué l'économie. Devant un parquet de chefs d'entreprise, il s'est livré à une défense et illustration de la dévaluation du franc CFA, décidée en janvier, tout en annonçant des aides supplémentaires pour faire passer ses «conséquences parfois douloureuses». Ainsi, le Fonds de solidarité, doté de 300 millions de francs déjà épuisés, obtient une rallonge de 100 millions de francs pour des «actions de proximité» en faveur des plus défavorisés. Au titre de l'aide-projet, la Caisse française de développement (CFD) recevra l'an prochain

1,5 milliard de francs supplémentaire. L'idée, favorablement accueillie à Abidjan, vise à mobiliser les liquidités de l'épargne locale, abondantes en raison d'un reflux de capitaux estimé à plus de 2 milliards de francs, pour des investissements. Or, actuellement, des prêts industriels ne sont disponibles qu'à des taux d'intérêt tournant autour de 20%. La nouvelle mesure devrait les ramener à «12 ou 13%», a indiqué le ministre français de l'Economie et des Finances, Edmond Alphandéry.

Comme il n'avait guère parlé économie au Sénégal, un pays sinistré, Balladur ne s'est pas attardé sur la politique en Côte-d'Ivoire, estimant que la succession de Félix Houphouët-Boigny s'était accomplie «sereinement et sans heurts». Ce qui revient à faire peu de cas non seulement du «flottement» — à Abidjan comme à Paris... — au moment de la transition, mais aussi des journalistes emprisonnés et de l'actuelle chasse aux «nordistes musulmans», limogés, en nombre, par le nouveau régime. Dans une Côte-d'Ivoire qui, légitimement, pouvait s'enorgueillir hier d'avoir transcendé les clivages ethniques et d'accueillir dans la paix des millions de «frères étrangers», mieux vaut aujourd'hui ne pas être ghanéen ou, pire, un Sahélien musulman...

Stephen SMITH